

# Albert de Monaco éprouvé : le prince visé par un complot menaçant, qui se chiffre en millions

 purepeople.com/article/albert-de-monaco-eprouve-le-prince-verse-par-un-complot-menacant-qui-se-chiffre-en-millions\_a461845/1



Par Marine Corviolle Rédactrice

L'année 2021 est décidément éprouvante pour Albert de Monaco : en plus d'être privé de son épouse la princesse Charlene depuis de longs mois, le souverain est visé par une campagne de dénigrement sans précédent dans l'histoire du Rocher.

Les temps sont durs pour Albert de Monaco. Non seulement le prince doit faire face à l'absence prolongée de son épouse la princesse Charlene, retenue en Afrique du Sud depuis le mois de mars en raison de sérieux problèmes de santé, mais il doit également tenir bon face à une campagne de déstabilisation de grande ampleur. Comme l'a détaillé Stéphane Bern dans la dernière édition de *Paris Match*, du 4 novembre 2021, ces attaques visent non seulement le souverain, mais également sa garde rapprochée.

Depuis une dizaine de jours, Albert de Monaco et plusieurs de ses proches font face à une vague de *fake news* et d'articles diffamatoires de faux journalistes, relayés par **une douzaine de sites Internet basés à l'étranger**. Ces derniers sont détenus par des sociétés-écrans et hébergés aussi bien en Russie, qu'aux Etats-Unis, en Islande ou en Inde. Tous sont alimentés par un faux site documentaire appelé *Dossiers-du-rocher.com* et renvoient à la même adresse de contact : powerhayden58@gmail.com. L'expert des têtes couronnées rapporte que même des "*rédactions parisiennes et britanniques*" ont reçu de faux dossiers d'investigation de la part **d'auteurs anonymes se présentant tels des lanceurs d'alerte**.

Une de ses sources explique que "*cette campagne a vraisemblablement été préméditée et préparée depuis le mois de juillet*", par plusieurs dizaines de personnes, qui bénéficient **de gros moyens : entre 5 et 10 millions d'euros** ! Un financement qui explique, entre autres, les protections informatiques sophistiquées du faux site documentaire "*dignes des pare-feux d'un Etat ou d'une multinationale*", rapportent nos confrères. Dans ses investigations pour tenter d'identifier ces détracteurs et mettre un terme à leur travail de sape, Monaco peut compter sur l'aide discrète des services français. Une aide que le prince Albert devrait prochainement demander officiellement et qu'il devrait recevoir, puisque la France n'a aucun intérêt à voir Monaco "*déstabilisé*".

| Le nom d'un magnat de l'immobilier revient fréquemment

Une source de Stéphane Bern résume l'objectif clair de cette campagne : "**Faire main basse sur le Rocher**". Plusieurs proches du prince sont visés par ces articles, qui remettent en cause leur intégrité et leur loyauté : son ami et avocat Thierry Lacoste, mais aussi Claude Palmero, l'administrateur de ses biens. Le président du Tribunal suprême Didier Linotte et le ministre des Relations extérieures et de la Coopération Laurent Anselmi subissent eux aussi cette campagne de dénigrement.

"Ces personnalités sont connues pour leur intégrité et leur dévouement à la cause publique. Elles ne sont donc pas ciblées par hasard", commente une source du palais princier. "Tout cela conforte la thèse d'une opération d'envergure destinée à saper l'autorité du prince" et **influer sur le prochain remaniement gouvernemental** qui pourrait se faire fin novembre, après la Fête nationale (prévue le 19 novembre). Mais qui ? Un proche de l'affaire a ajouté que le commanditaire "ne peut être qu'une société, ou un groupe de sociétés aux pratiques douteuses et aux moyens considérables" qui veut mettre à mal la lutte anticorruption du prince Albert. "Le nom d'un magnat de l'immobilier local revient fréquemment", ajoute Stéphane Bern dans son enquête...

Auprès de *Nice-Matin*, Albert de Monaco a récemment commenté cette affaire et affirmé qu'il n'était pas "impressionné" par ces menaces anonymes : "Bien au contraire. Je garde le cap", a notamment répondu celui qui espère renforcer la lutte anticorruption pour **un Rocher plus transparent**, laissant derrière lui son passé de paradis fiscal. Davantage de mesures environnementales et une campagne de séduction visant les jeunes entrepreneurs font également partie de ses réformes incontournables. Objectifs pour lesquels le père de Jacques et Gabriella (6 ans) envisage de "se séparer de quelques barons de la politique locale pour renouveler en profondeur l'équipe gouvernementale et faire émerger de nouveaux talents", confie un proche du palais.